

8 février 2010 : Communiqué du collectif pour la suppression du ministère de l'identité nationale

Le « grand débat » sur l'identité nationale s'achève enfin. Pour avoir d'emblée dénoncé les dangers inhérents à sa logique identitaire, qui n'est autre que la traduction idéologique de la politique d'immigration menée par ce gouvernement, nous ne pouvons prétendre être déçus : le débat aura malheureusement été à la hauteur exacte de nos attentes. Les « dérapages » verbaux n'en sont pas. Ils ne font qu'explicitement crûment la logique implicite d'une politique définie au plus haut niveau de l'État. C'est ainsi que le président de la République opposait dans une tribune publiée dans *Le Monde* du 9 décembre « ceux qui arrivent » à « ceux qui accueillent », soit l'islam à la France « où la civilisation chrétienne a laissé une trace aussi profonde, où les valeurs de la République sont partie intégrante de notre identité nationale ».

Chacun l'avait compris, ce débat n'en était pas un : aussi a-t-il été organisé dans les préfetures. C'était confondre délibérément la démocratie avec l'administration. Du moins la politique d'identité nationale aura-t-elle réussi à faire l'union nationale à ses dépens. La plupart de nos concitoyens se sont montrés plus éclairés que la majorité de nos dirigeants : on ne peut que se réjouir de cette conscience démocratique. Elle vient démentir la démagogie d'un gouvernement qui tentait d'opposer les intellectuels au peuple, en invitant les Français à s'interroger avec lui : « pourquoi la question de l'identité nationale génère-t-elle un malaise chez certains intellectuels, sociologues ou historiens ? » Aujourd'hui, la réponse est claire : plus de 40 000 signatures sont rapidement venues appuyer notre appel pour la suppression du ministère de l'identité nationale et de l'immigration, et ce sont déjà 30% des Français qui soutiennent cette démarche (d'après un sondage publié fin janvier).

Pourtant, le séminaire interministériel qui s'est tenu aujourd'hui propose, dans l'espoir de masquer l'échec de cette initiative, de lui donner un prolongement en créant une commission comprenant des historiens et des intellectuels pour « approfondir le débat ». Le travail des chercheurs n'a pas vocation à légitimer une politique illégitime. S'il est une leçon que nous retenons de l'histoire, c'est bien qu'on ne joue pas impunément avec les passions identitaires. Nous refusons donc de collaborer avec une politique dangereuse pour ce pays, et nous invitons nos collègues à refuser comme nous d'apporter leur caution aux dérives actuelles.

Nous continuons d'appeler à la suppression du ministère de l'identité nationale et de l'immigration, qui donne une forme institutionnelle à cette régression démocratique.

Contacts : Michel Agier : 06 76 04 87 33 Éric Fassin : 06 84 18 11 31
Gérard Noiriel : 06 86 04 98 93 Pap Ndiaye : 06 09 13 74 50

Site : <http://www.pourlasuppressionduministeredelidentitenationale.org/l-appel>

Premiers signataires de l'appel :

Michel Agier (anthropologue, EHESS et IRD), **Etienne Balibar** (philosophe, université Paris-X et University of California), **Marie-Claude Blanc-Chaléard** (historienne, université Paris-X), **Luc Boltanski** (sociologue, EHESS), **Marcel Detienne** (historien, EPHE et université Johns Hopkins), **Eric Fassin** (sociologue, ENS), **Michel Feher** (philosophe, Paris), **Françoise Héritier** (anthropologue, Collège de France), **Daniel Kunth** (astrophysicien, CNRS), **Laurent Mucchielli** (sociologue, CNRS), **Pap Ndiaye** (historien, EHESS), **Gérard Noiriel** (historien, EHESS), **Mathieu Potte-Bonneville** (philosophe, Collège international de philosophie), **Richard Rechtman** (psychiatre, Institut Marcel Rivière, CHS la Verrière), **Serge Slama** (juriste, université d'Evry), **Emmanuel Terray** (anthropologue, EHESS), **Tzvetan Todorov** (historien, CNRS), **Paul Virilio** (urbaniste, Ecole spéciale d'architecture de Paris), **Sophie Wahnich** (historienne, CNRS) et **Patrick Weil** (historien, CNRS)